

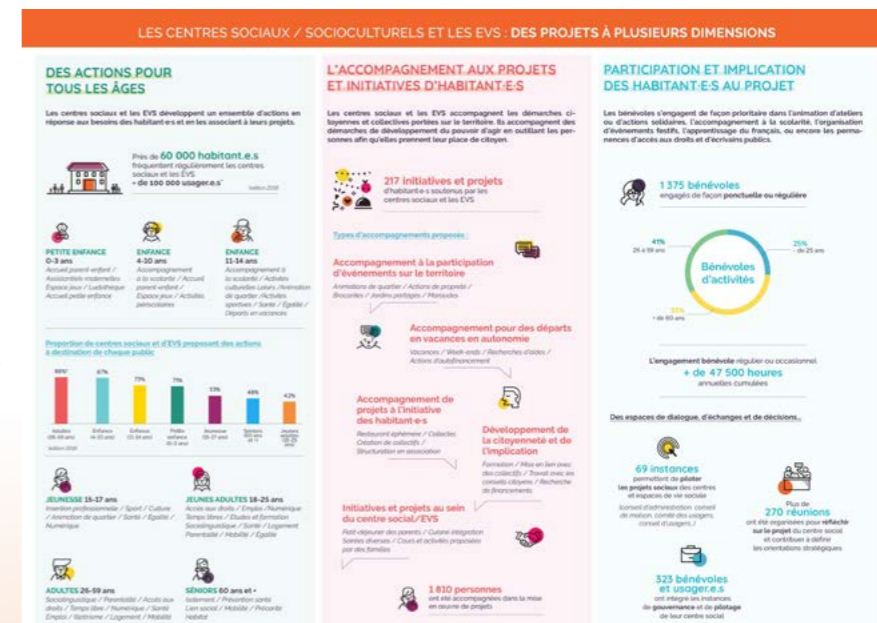
# Représentation, co-construction territoriale et valorisation du réseau



## VALORISER LES CENTRES SOCIAUX ET PROMOUVOIR LEUR RECONNAISSANCE

### A. SENACS – SYSTÈME D’ÉCHANGES NATIONAL DES CENTRES SOCIAUX : POUR UNE MEILLEURE OBSERVATION DE L’ACTION DES CENTRES

Cela fait maintenant 8 ans que l’observatoire Senacs (Système d’Échanges National des Centres Sociaux) est déployé sur le département de la Seine-Saint-Denis en collaboration avec la Caisse d’allocations familiales (Caf) et la Fédération des centres sociaux. Pour cette 8ème édition, ce sont près de soixante-cinq structures de l’animation de la vie sociale (centres sociaux et EVS) du département qui ont saisi leurs données permettant ainsi de disposer de données quantitatives pour donner à voir toutes les dimensions des projets des centres sociaux et des espaces de vie sociale et mesurer leurs évolutions.



Dans la perspective des municipales de 2020, la publication 2019 a mis l'accent sur un panorama global des actions et des projets pouvant être accompagnés par les centres sociaux, montrant ainsi leur utilité sur le territoire. Enfin, cette édition a encore une fois été marquée par un délai conséquent entre la saisie des données et la publication du document final 2018. Ce constat renvoie à un axe d'amélioration important pour les années à venir.

### PERSPECTIVES 2020

Cet outil au service du réseau arrive à un moment charnière ! En effet, il n'a cessé de se développer, des améliorations sont régulièrement proposées pour faciliter l'appropriation de la démarche par les centres sociaux, la collecte des données annuelles et leur utilisation. Pour mener à bien ces évolutions, une évaluation a été confiée à un cabinet spécialisé en analyse et conseil au service de l'action publique. Le territoire de la Seine-Saint-Denis a été sélectionné pour être interrogé afin d'éclairer à la fois la réalité du déploiement de Senacs, d'en analyser la mise en œuvre et d'en appréhender les effets. Les résultats sont attendus pour la fin de l'année 2020 !

## B. LES PUBLICATIONS DE LA FÉDÉRATION : POUR MIEUX COMPRENDRE DES ENJEUX COMMUNS AU RÉSEAU

### UNE ANNÉE DYNAMIQUE ET RICHE EN COMMUNICATION ET INFORMATION :

Une communication qui évolue pour répondre aux besoins des centres et valoriser leurs actions.

#### SITE INTERNET

Le site internet de la fédération s'est refait une beauté en 2019 !

De janvier 2019 à décembre 2019 : **43508 vues**

Les pages les plus consultées sont :

- Accueil/Archives : **6 170 vues**
- Le réseau 93 : **4 688 vues**

Nombres d'articles : **17 ARTICLES**

<https://seinesaintdenis.centres-sociaux.fr>



#### NEWSLETTER

Plus de **27 nouveaux inscrits** suite aux 48h des Etats-Généraux en avril 2019.

On comptabilise sur l'année :

**17 Newsletters - 519 abonnés**

## LE DIGITAL



#### LES RÉSEAUX SOCIAUX

**FACEBOOK** créé depuis 2018, il comptait le 31 décembre **165 abonnés**.

<https://www.facebook.com/FDCS93/>

**LINKEDIN**, activé à partir de septembre 2019, compte **798 abonnés**, c'est le réseau social qui comptabilise le plus de vues pour la fédération.

**YOUTUBE** : **2 vidéos** ont été mises en ligne sur notre page [Youtube](#) en 2019 : vidéo Transit Centre social Maroc-Châtenay-Poètes, La manifestation pour le français pour tous.

#### FESTIVAL TRANSIT 2019

Affiche, flyers

#### 48H DES ÉTATS GÉNÉRAUX



#### MÉMO DATES 2ND SEMESTRE 2019

2019

#### VOEUX 2019



Les documents teaser, Invitation, Affiche, Flyers, Programme ; Les kits envoyés aux centres, Affiche restitution du Projet Fédéral du 7 novembre

## LES PUBLICATIONS



#### LE MANIFESTE

#### INVITATION AG 2019



#### LE PROJET FÉDÉRAL 2020 / 2024



#### INFOS FD N°35



#### CATALOGUE DE FORMATION 1ER & 2ND SEMESTRE

## RELATION PRESSE



Un communiqué de presse a été écrit et envoyé aux médias au cours de l'année 2019.

« Le communiqué de presse de la Fédération suite à l'action haineuse de génération identitaire à la CAF de Bobigny du 29 mars 2019 »

# C. ET DES PUBLICATIONS POUR VALORISER LES PROJETS DES CENTRES SOCIAUX

## UN APPUI DANS LE CADRE D'UNE RECHERCHE-ACTION JEUNESSE MENÉE PAR LA MAISON DE QUARTIER DU GRAND AIR À MONTREUIL

Pendant près d'une année, l'équipe de la Maison de quartier du Grand Air à Montreuil a conduit une recherche action qui a permis de documenter une expérience d'articulation entre le centre social et une antenne du service municipal de la jeunesse.

Cette recherche action a été engagée après une situation de crise. En 2016, le centre social municipal absorbe l'antenne jeunesse municipale implantée depuis plus de 20 ans sur un quartier longtemps dépourvu d'équipements socioculturels. Ce changement a provoqué des tensions qui ont conduit les équipes à se questionner, à analyser les enjeux qui s'imposaient à eux et à construire une stratégie pour accompagner la « greffe » de l'antenne jeunes au projet social du centre.

Cette recherche action a été accompagnée par François Vercoutère, ancien délégué général de la Fédération des centres sociaux de France. Ce travail a été également alimenté par les recherches de la sociologue Hanane Karimi pour l'Université Paris-Est Créteil. Elles ont notamment permis d'apporter un regard plus académique sur l'évolution de la politique jeunesse de la ville de Montreuil.

Si la FCS93 a apporté son soutien à cette démarche depuis son lancement, elle a plus particulièrement appuyé la Maison de quartier du Grand Air dans la publication d'un bulletin, dénommé JEP'ZINE, un fanzine auto-édité de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire, paru en novembre.

Ce bulletin retrace l'ensemble de la démarche et du travail de l'équipe du centre social du Grand Air et de membres de l'équipe de la direction de la jeunesse et de l'éducation populaire de la ville de Montreuil. Le document est consultable en ligne [ICI](#) ou est disponible au centre de ressources de la FCS93.

### JEP'ZINE #1

Bulletin de la recherche action "Jeunesse Éducation Populaire" du Centre Social du Grand Air  
Novembre 2019

#### Comment lire ce journal ?



Vous avez là le numéro 1 du JEP'ZINE, un fanzine auto-édité de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire. Ce bulletin est le fruit d'un travail de l'équipe du centre social du Grand Air et de membres de l'équipe de la direction de la jeunesse et de l'éducation populaire de la ville de Montreuil. Accompagnés dans une recherche action par François Vercoutère, ancien délégué général de la Fédération des Centres Sociaux de France, nous avons fait le choix de mettre en partage nos réflexions et nos travaux dans un format ouvert, à entrées multiples, plutôt que dans un traditionnel « rapport institutionnel ». Ce bulletin est donc le fruit des cogitations d'un ensemble d'acteurs, animateurs, coordinateurs, directeurs de centres sociaux, chargés de missions, chefs de services, cadres et professionnels de terrain. Il est un point d'étape dans un processus qui doit se prolonger par des échanges au-delà de la ville de Montreuil, avec les collègues des autres villes de la périphérie du Grand Paris, désireux comme nous de relever le défi de l'émancipation des jeunes des quartiers populaires. Notre espoir est que vous y trouviez une matière pour la réflexion et l'action, accessible par différentes entrées. Ce carnet ne vise pas à l'objectivité parfaite, on sait qu'elle n'existe pas, et l'idée est aussi de permettre une variété d'expressions plutôt que de noyer les ressentis et les cogitations des uns et des autres dans un « nous » englobant. Il peut être parcouru du début à la fin, ou en choisissant librement les articles et contributions qui vous intéressent. Un éventuel numéro 2 dépendra aussi de vous : vous êtes invités dès à présent à la rencontre des acteurs de la jeunesse et de l'éducation populaire du 3 décembre 2019. Elle vise à partager nos regards sur la base du travail de recherche conduit par l'équipe de l'UPEC et en particulier la sociologue Hanane Karimi. Une opportunité d'avancer vers un état des lieux des configurations institutionnelles dans différentes villes et différents territoires, pour identifier les bonnes pratiques, les défis et les projets d'avenir pour le travail avec les jeunes des quartiers populaires. Ce bulletin doit beaucoup à Cécile Kula, chargée de projets à la Fédération des centres sociaux de 93 : merci !

La Fédération 93 a également apporté son appui à l'équipe de la Maison de quartier dans l'organisation d'une matinée d'échanges autour des questions majeures que soulève cette recherche action sur le territoire de la Seine-Saint-Denis : d'une part celle de la légitimité des centres sociaux à accompagner la parole et les projets des jeunes Séquano-Dionysiens et d'autre part celle de la nécessité d'une articulation avec les acteurs en présence sur le territoire (services/ antennes jeunesse, BIJ/PIJ, associations locales,...).

Le 3 décembre, c'est plus de 80 professionnel.le.s des centres sociaux, acteurs jeunesse, élu.e.s locaux et partenaires du territoire de la Seine-Saint-Denis qui se sont retrouvés au Grand Air. Au programme de cette matinée : présentation des travaux conduits ainsi que des échanges et des débats pour construire collectivement une vision renouvelée de la place des centres sociaux et des acteurs de l'éducation populaire à contribuer à l'émancipation des adolescents et des jeunes dans nos quartiers !



### PERSPECTIVES 2020

Après un premier numéro du JEP'ZINE, un numéro 2 est prévu pour le premier semestre 2020 permettant de revenir plus en détail sur les résultats de la recherche conduite par la sociologue Hanane Karimi pour l'UPEC sur l'évolution de la politique jeunesse de la ville de Montreuil ainsi que sur les enseignements issus de la matinée d'échanges organisée en décembre. Une publication à SUIVRE !

## C'EST POSSIBLE.ME : LA NOUVELLE PLATEFORME COLLABORATIVE DU RÉSEAU DES CENTRES SOCIAUX ET SOCIOCULTURELS DE FRANCE !

En 2019, la FCSF a créé la plateforme collaborative cestpossible.me pour valoriser localement et nationalement des expériences menées dans les centres sociaux qui apportent de la transformation sociale, œuvrent pour l'intérêt général et le vivre ensemble !

Cette plateforme présente des démarches, des analyses et témoignages d'équipes de centres sociaux, bénévoles ou salariées, qui agissent au quotidien dans leur quartier, leur commune, leur ville et qui donnent à voir comment ces initiatives produisent du changement, de la mise en mouvement d'habitants et des réponses locales à des enjeux de société.

Pour la découvrir davantage : <https://www.cestpossible.me/>

Du côté du 93, deux premières fiches action ont été mise en ligne sur :

- L'initiative montreuilloise « Parcours vers l'emploi » : Expérimenter des démarches d'empowerment avec et pour les femmes en Seine-Saint-Denis, consultable via ce lien : <https://www.cestpossible.me/action/parcours-vers-emploi-experimenter-des-demarches-dempowerment-avec-et-pour-les-femmes-en-seine-saint-denis/>
- La recyclerie de la Noue à Bagnolet : consultable via ce lien : <https://www.cestpossible.me/action/la-recyclerie-de-la-noue-bagnolet/>

Si à votre tour, vous souhaitez partager et valoriser des actions, des démarches que vous accompagnez dans lesquelles les habitant.e.s sont à l'initiative et qui produisent un changement sur votre territoire, n'hésitez pas à vous rendre sur <https://www.cestpossible.me/> ou à contacter la FCS93 pour qu'elle vous accompagne !

## REPRÉSENTATION DANS DES INSTANCES PARTENARIALES ET CO-CONSTRUCTION TERRITORIALE À PARTIR DES PRATIQUES DE TERRAIN

### A. UNE REPRÉSENTATION DE LA FCS93 DANS DE NOMBREUSES INSTANCES PARTENARIALES

L'animation de réseau permet d'alimenter notre fonction de représentation dans différentes instances et groupes de travail au niveau départemental. Ainsi, en 2019 :

## L'OBSERVATOIRE DÉPARTEMENTAL DES DONNÉES SOCIALES (ODDS)

La Fédération est représentée au sein des comités de pilotage ainsi qu'au sein des comités techniques de l'Observatoire départemental des données sociales (ODDS) porté par le Département. Y participent et contribuent de nombreuses institutions comme les services de l'Etat (Préfecture, Cohésion sociale, Education nationale, Pôle Emploi, Environnement, etc.), la CAF, la CNAV, la CPAM, l'UDCCAS ainsi que quelques représentants des collectivités.

Comme son nom l'indique, l'Observatoire produit de la donnée statistique sur les chiffres clés de la Seine-Saint-Denis comme le logement social, l'accès aux soins, les personnes en situation de handicap, l'emploi, etc.

En 2019, il y eu 5 comités techniques et 2 comités de pilotage. Une étude sur le handicap, des portraits sociaux des villes de Seine-Saint-Denis et un partenariat avec la Banque de France sur l'éducation budgétaire ont été proposés.

<http://www.odds93.fr/>

## LE COMITÉ DE PILOTAGE DU SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DE L'ANIMATION DE LA VIE SOCIALE (SDAVS)

Ce comité de pilotage, tout comme le schéma, est animé par la CAF ; on y retrouve l'ensemble des acteurs précédemment cités ainsi que les représentants de la CRAMIF. Ce schéma 2014-2018 est entré dans sa phase de renouvellement. Un premier comité de pilotage s'est tenu le 14 février 2019 pour apporter la méthodologie pour son évaluation et le calendrier de l'élaboration du prochain schéma départemental de l'AVS. Lors de ce comité de pilotage, l'ensemble des partenaires présents se sont accordés sur le constat que ce schéma n'était pas du tout approprié par les acteurs de terrain et que l'animation de la vie sociale était peu connue des autres partenaires du développement social territorial.

## LE COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE PROMOTION DE LA LAÏCITÉ

Ce comité est présidé par le Directeur général de la Caisse d'allocations familiales de la Seine-Saint-Denis et la Préfète déléguée pour l'égalité des chances. Il s'est réuni une seule fois en 2019, le 24 juin, dans la salle du Conseil d'administration de la Caf à Bobigny. L'ordre du jour a porté sur le bilan du Forum départemental de la laïcité et du vivre-ensemble du 7 décembre 2018 organisé par les Francas93, en partenariat avec la Caf, la Préfecture, le Département et La Ligue de l'enseignement et sur la présentation de l'étude «Acteurs, actions et besoins en formation relatifs à la promotion de la laïcité en Seine-Saint-Denis» menée par Profession banlieue.

La Chargée de projets Egalité, Accès aux droits et Inclusion, le co-Président et une administratrice de la Fédération y siègent régulièrement afin de partager les préoccupations des centres et apporter un point de vue opérationnel afin de déconstruire également des postures parfois éloignées des réalités de terrain.

## LA COMMISSION D'AGRÈMENTS DE JEUNESSE ET D'ÉDUCATION POPULAIRE (JEP)

La Fédération a été invitée le 20 février 2019 à participer à la commission d'agrèments JEP du conseil départemental de la jeunesse des sports et de la vie associative (CDJSVA) qui a étudié 3 dossiers déposés par les associations Sham spectacles au Bourget, AJDB – association de jeunes pour le divertissement à Bagnolet et Jetzt à Romainville. Les 3 demandes ont reçu un avis favorable, l'agrément JEP est une condition pour recevoir une aide financière du ministère chargé de la jeunesse.



## B. DES ESPACES DE CO-CONSTRUCTION TERRITORIALE À PARTIR DES BESOINS ET PRATIQUES DE TERRAIN

### LES COMITÉS TECHNIQUES AVEC LA CAF

Dans le cadre du suivi de la convention de partenariat de la Fédération avec son partenaire privilégié, la CAF, des comités techniques réguliers sont organisés tous les 2 mois avec les conseillères techniques qui suivent les structures de l'animation de la vie sociale sur le département, à savoir Mesdames Isabelle Sy, Annick Jouret et Bolo Sy. En 2019, 5 comités techniques ont ainsi pu se tenir. 4 à 5 rendez-vous de travail ont également eu lieu dans le cadre du lancement de la campagne SENACS 2019, son contrôle de cohérence, son analyse et la compilation des données significatives pour la réalisation de sa plaquette de valorisation. Enfin, une réunion de préparation de la journée d'information collective sur le renouvellement du projet social a également eu lieu le 11 juillet (journée prévue le 10 octobre).

La convention de partenariat entre la CAF et la FCSg3 a été renouvelée en 2019 autour de 4 axes :

- Le développement d'un soutien fédéral aux centres sociaux
- L'accompagnement des structures de l'animation de la vie sociale (AVS)
- La promotion de l'utilité sociale du projet centre social et de l'espace de vie sociale (EVS)
- L'animation de thématiques en lien avec les besoins des centres et les problématiques locales
- La communication

Un comité de pilotage est chargé de suivre sa mise en œuvre. En 2019, 2 comités de pilotage, fin janvier et fin octobre et 2 rendez-vous de travail ont été nécessaires pour compléter et affiner les objectifs, actions et critères d'évaluation pour le renouvellement de cette convention partenariale. La direction de la CAF de Seine-Saint-Denis a connu quelques mouvements en septembre 2019 et c'est aussi sous l'intérim de délégué de Pierre Vergnolle, en présence des deux co-Président.e.s, qu'une rencontre a été organisée le 30 octobre pour signer cette convention 2019-2022 avec la nouvelle directrice des prestations et du service aux allocataires, Aminata Maïga. L'objet de cette rencontre était également de se présenter mutuellement et d'échanger sur les modalités du partenariat pour finaliser la convention.

### LE SCHÉMA DÉPARTEMENTAL PETITE ENFANCE ET PARENTALITÉ (SDPEP)

La Fédération a été sollicitée par le Conseil départemental et la CAF pour contribuer au **renouvellement du Schéma départemental petite enfance et parentalité (SDPEP)** pour la période 2019-2022. A ce titre, la déléguée a participé à 1er comité de pilotage du 15 mai et à une réunion de préparation, le 26 juin et proposé une méthodologie d'animation pour **les groupes de travail des 5 juillet et 11 septembre 2019** visant à affiner le diagnostic des besoins et élaborer des propositions pour **la constitution d'un réseau Parentalité**.

**Le 21 octobre 2019**, le comité de pilotage du SDPEP, constitué par la Caisse d'allocations familiales de la Seine-Saint-Denis, le Conseil départemental et l'État a validé **le plan d'actions** établi suite à la forte mobilisation partenariale pour apporter des contributions issues des besoins de terrain. Ce tableau d'actions est disponible à la Fédération, ainsi que le support de présentation du comité de pilotage, avec un calendrier mis à jour. Le SDPEP sera présenté dans les différentes instances de la CAF et du Département en mars et avril 2020. La Conférence départementale Petite Enfance et Parentalité est prévue pour le mois de Mai 2020.

### LA DIRECTION DE LA PRÉVENTION ET DE L'ACTION SOCIALE (DPAS) DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL ET L'ORGANISATION DU FORUM SUR L'ACCÈS AUX DROITS

La Fédération a été sollicitée par la Direction de la Prévention et de l'Action sociale pour participer à l'organisation du Forum départemental pour l'Accès aux droits. La déléguée a participé à 2 réunions de préparation, puis a été décidé que les centres ne tiendraient pas de « stand » particulier mais participeraient à l'événement. Ce forum invitait les professionnel.le.s, bénévoles, acteurs et actrices de l'accueil et de l'accompagnement à venir s'informer sur les missions, les modalités d'accueil et de coopération des services publics sociaux et de leurs partenaires. Il était organisé par le Conseil départemental, avec la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS), la Caisse d'allocations familiales de Seine-Saint-Denis, Pôle emploi, la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV), la Caisse régionale d'assurance maladie (Cramif Île-de-France), l'Union départementale des centres communaux d'action sociale (UDCCAS), la Caisse primaire d'assurance maladie de Seine-Saint-Denis et la Fédération des centres sociaux et socioculturels de Seine-Saint-Denis. Le Forum s'est tenu **le 19 décembre 2019** à la Bourse du travail à Bobigny. C'est le délégué par intérim qui a assuré la représentation de la Fédération à la table ronde sur l'impact du numérique dans l'accès aux droits ; avec la participation du coordinateur Insertion du centre social Georges Brassens à Bondy, ils sont tous les deux intervenus à propos des ateliers numériques animés dans les centres sociaux qui permettent d'accompagner les habitants dans des démarches autonomes d'accès dématérialisé aux droits.

### DÉMATÉRIALISATION DES SERVICES PUBLICS ET ACCÈS AUX DROITS

**Le 7 juin 2019**, la fédération des centres sociaux et socioculturels de Seine-Saint-Denis a participé à une matinée d'échanges organisée par Fabrique Territoires Santé et Profession Banlieue, centre de ressources politique de la ville en Seine-Saint-Denis. Ce temps d'échanges entre professionnel.le.s visait à partager objectifs et outils en lien avec la dématérialisation des services publics et l'accès aux droits. La Fédération des centres sociaux et la Maison de quartier et de la citoyenneté Georges Brassens y ont présenté leurs approches et projets, ainsi que les problématiques politiques et déontologiques posées par la dématérialisation des services publics en matière de médiation numérique et d'accès aux droits. Ce pan de l'activité des centres sociaux étant accentué de manière exponentielle au vu du « tout numérique » visé par les pouvoirs publics en 2022, le sujet continuera d'être traité avec le réseau et les partenaires dans les années à venir. La fracture numérique touchant 28% des personnes, en dépend l'accès aux droits de plus d'un quart de la population.

**Actes de la rencontre en ligne :** <https://www.professionbanlieue.org/Dematérialisation-des-services-publics-et-acces-aux-droits-quels-enjeux-950>



## LA DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ (DD ARS)

La nouveauté en 2019 a été notamment, en matière de partenariat, un rapprochement avec l'Agence régionale de santé (ARS). La Fédération a été contactée par la chargée de prévention au Département promotion et prévention de la santé. Un premier rendez-vous a permis de parler de questions relatives à la promotion de la santé et en particulier de la promotion de l'activité physique et du sport santé. L'agence soutient en effet des actions de prévention et de promotion de la santé, sur la nutrition, l'activité physique, l'hygiène bucco-dentaire, etc. et certaines de ces actions sont d'ailleurs animées dans les centres sociaux du département. Après une présentation conjointe des positionnements et missions respectives, un premier sujet en commun a été identifié autour de **la promotion de l'activité physique auprès des seniors comme moyen permettant de répondre à l'objectif de lien social**. C'est ensuite le lien entre la parentalité et la santé qui a été envisagé, dans le cadre du renouvellement du SDPEP, mais aussi la question des violences faites aux femmes et la prostitution des mineures. Les orientations de l'agence et les préoccupations de la DD ARS sont les suivantes :

- Accompagner les familles en période périnatale ; A noter enfin que l'agence soutient particulièrement les interventions précoces auprès des jeunes enfants de 0-3 ans /et les actions de développement des compétences psychosociales
- Accompagner les parents d'enfants de 6 à 11 ans
- Accompagner les parents face aux enjeux de l'adolescence (lien PAEJ/MDA...). Former des accompagnants professionnels ou bénévoles aux enjeux spécifiques à l'adolescence, valoriser la coopération entre dispositifs d'accueil et d'écoute des jeunes et dispositifs de soutien à la parentalité
- Améliorer la prise en compte des enjeux des violences intra-familiales
- Sensibiliser les parents, former les professionnels aux risques de surexposition des jeunes enfants aux écrans interactifs
- Accompagner spécifiquement les familles en précarité (en lien avec le plan national pauvreté)

Un projet de questionnaire sur la nutrition et la promotion de l'activité physique a été transmis à la Fédération pour diffusion. En 2020, un dialogue plus régulier pourra s'instaurer afin d'envisager des pistes concrètes de partenariat et de contributions de la Fédération pour la co-construction des politiques de santé au niveau départemental.

## C. DES PARTENARIATS RÉGIONAUX QUI ALIMENTENT ET SOUTIENNENT LE PROJET FÉDÉRAL

### COORDINATION RÉGIONALE DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE ET D'ÉDUCATION POPULAIRE D'ÎLE-DE-FRANCE (CRAJEP)

La représentation du réseau des centres sociaux à la CRAJEP s'effectue à travers l'Union Régionale UFFCS, membre de son Conseil d'administration depuis 2015.

## DIRECTION RÉGIONALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET DE LA COHÉSION SOCIALE (DRJSCS)

Toujours au travers de notre implication au sein de l'Union régionale UFFCS, la fédération bénéficie d'un soutien de la DRJSCS à la fois sur son fonctionnement en tant que réseau mais aussi par l'octroi de postes FONJEP. En contrepartie, les fédérations mettent à disposition de cette instance régionale leur fonction ressources notamment sur la participation des habitant.e.s. Ce partenariat permet par ailleurs de valoriser le dynamisme des centres sociaux à l'échelle régionale puisque ces derniers sont représentés dans différentes instances comme la commission d'attribution des postes FONJEP ou encore, le soutien à la vie associative et notamment dans le champ de l'éducation populaire.

## D. DES PARTENARIATS POUR FAVORISER ET DÉVELOPPER LES ACTIVITÉS CULTURELLES DES CENTRES SOCIAUX

De nombreux projets partenariaux se sont poursuivis cette année pour favoriser les projets culturels dans les centres sociaux du département.

Porteur pour les centres sociaux depuis son lancement, le dispositif « Des Livres à Soi » (le programme de médiation littéraire visant à prévenir l'illettrisme et à réduire les inégalités d'accès à la culture des enfants en travaillant avec les parents via des ateliers-parents de découverte autour de la littérature de jeunesse) a été reconduit sur l'année 2019-2020 avec l'École du Livre Jeunesse. 5 centres sociaux du département participent à l'action : Alain Mimoun à Villemomble, Maison de quartier Esperanto à Montreuil, Londeau à Noisy-le-Sec, Maison pour tous Yamina SETTI à Stains et André Malraux à Villepinte. Cette action mobilise de nombreux secteurs du centre social (parentalité, jeunesse, accompagnement à la scolarité) et permet également de créer des liens avec plusieurs services d'une même ville (les médiathèques par exemple).



Le partenariat avec la MCg3 est toujours en cours et permet aux centres qui le souhaitent de participer gratuitement à la formation « Itinéraires Accompagner les publics » ainsi qu'à d'autres projets.

Le partenariat mis en place dans le cadre du CLEA (Contrat Local d'Education artistique et culturelle) en 2018 continue de vivre même après le projet. C'est le cas du partenariat entre la direction de la Culture, du Patrimoine, du Sport et des Loisirs du département de la Seine-Saint-Denis et les centres sociaux de Pierrefitte-sur-Seine. Depuis 2019 et jusqu'en 2020 un Parcours d'éducation au Patrimoine (PEP) a vu le jour dans les centres de Pierrefitte-sur-Seine. Trois photographes sont en résidence dans les centres pour photographier les habitant.e.s et leur environnement tout en s'appuyant sur des thématiques telles que le cadre de vie et le patrimoine.

Dans le champ de la culture, la Fédération renouvelle les contacts avec les professionnel.le.s et construit de nouveaux partenariats qui verront le jour au cours de l'année 2020.



## E. ÉCHANGE INTERNATIONAL DANS LE CADRE DU DISPOSITIF DE LA "NATIONAL CONFERENCE FOR COMMUNITY AND JUSTICE"

La Fédération de Seine-Saint-Denis s'est rendue aux États-Unis, dans le cadre d'un échange international de savoirs et de pratiques, au projet NCCJ Anytown. Elle a dans ce cadre participé à un **programme innovant visant à renforcer le leadership des jeunes et la lutte contre toutes les formes de discriminations, pour la diversité et la justice sociale.**

Cette expérience permet de **concevoir de nouveaux projets et de nouvelles modalités d'actions en matière de jeunesse et d'égalité en Seine-Saint-Denis**, s'appuyant sur le développement du pouvoir d'agir individuel et collectif des jeunes au sein des centres sociaux et sur les territoires.

# NOS PARTENAIRES



AGENCE NATIONALE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES



PREFECTURE DE SEINE-SAINT-DENIS



PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE



PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS  
Direction départementale de la Cohésion sociale



LE FONJEP  
POUR L'EMPLOI AU SERVICE DES PROJETS ASSOCIATIFS



ALLOCATIONS FAMILIALES  
Caf de la Seine-Saint-Denis



UNION FRANÇAISE DES FÉDÉRATIONS DES CENTRES SOCIAUX ET SOCIOCULTURELS



Centre Social



seine-saint-denis  
LE DÉPARTEMENT



SÉCURITÉ SOCIALE  
l'Assurance Retraite  
Île-de-France

